

320/1

Geheim
SECRETSITUATION POLITICO-MILITAIRE

Exposé présenté à la Conférence des Ministres de
Suisse, à Berne,
le 12 septembre 1947.

Monsieur le Conseiller fédéral,
Messieurs les Ministres,
Messieurs,

I.

L'an dernier, à pareille époque, Monsieur le Chef du Département politique m'avait fait l'honneur de m'autoriser à vous présenter une appréciation de la situation politico-militaire.

Qu'il me soit permis, au nom du Chef de l'E.M.G. et de la Section des renseignements, de remercier ici Monsieur le Conseiller fédéral Petitpierre et tous ses collaborateurs pour le large esprit de compréhension dont ils font preuve dans nos si fréquents contacts.

Je voudrais également saisir cette occasion pour exprimer notre vive reconnaissance aux nombreux chefs de poste qui pensent à nous renseigner, à nous envoyer de très intéressants extraits de presse, et qui consentent même à nous honorer de rapports dans lesquels ils nous font part de leurs avis concernant la situation politico-militaire.

Cette collaboration étroite entre les services du politique, nos représentants à l'étranger et la section des renseignements de l'E.M.G. est nécessaire, maintenant plus que jamais. Il est particulièrement heureux que des relations si confiantes aient été établies; le gouvernement, l'Armée, le pays en seront les bénéficiaires.

Nos conclusions de septembre 1946 avaient, paraît-il, surpris certains de nos auditeurs et, comme rien de trop grave ne s'est passé depuis un an sur le plan militaire, vous pourriez être enclins à n'accepter qu'avec une certaine réserve, voire même avec méfiance, nos avis de ce jour.



Je m'efforcerais donc de limiter cette appréciation à un exposé des faits, des chiffres et me garderai, dans toute la mesure du possible, de risquer des conclusions.

II.

En septembre 1946, vous vous en souvenez peut-être, le dispositif des troupes maintenues sous les armes se présentait de la façon suivante:

Face à l'Europe occidentale, stationnées en Allemagne, Autriche, Hongrie, aux Etats Baltes et en Pologne, les Russes avaient concentré 130 Div. d'Infanterie et 50 Brigades blindées, auxquelles les Alliés de l'Ouest pouvaient opposer 25 Div. dont 15 seulement étaient prêtes au combat.

Du point de vue des effectifs le rapport des forces était de l'ordre de 1.200.000 h du côté russe, contre 500.000 combattants environ dans les zones occupées par les Alliés (y compris 100.000 Français dans la Métropole, non compris 480.000 Anglais à l'Instruction en Angleterre).

Aujourd'hui, la situation se présente comme il suit:

Les Russes disposent encore dans la même zone (Allemagne, Autriche, Hongrie, Pays Baltes et Pologne) de 47 Div. d'Infanterie dont la majorité est motorisée,

12 Div. mécaniques,

32 Brig. ou Div. blindées,

4 Div. de D.C.A., soit au total

95 Grandes Unités,

faissent face à des effectifs alliés légèrement diminués, soit la valeur de 18 à 20 Div. dont 12 à 15 seraient prêtes au combat.

Du point de vue des effectifs, le rapport des forces est de

750.000 h environ du côté Est

contre

350.000 h environ chez les alliés ouest.

La situation s'est donc, en apparence, améliorée en faveur du bloc ouest. En apparence seulement, parce que, en fait, la valeur combattive des troupes russes est restée sensiblement la même, les Divisions ayant été réorganisées, pourvues d'armement plus moderne, et surtout rendues plus mobiles par motori-

- 3 -

ation et mécanisation.

Sur le front du Moyen Orient, dans lequel nous incluons le secteur balkanique, la situation se présentait comme il suit:

En 1946:

Côté russe:

46 Div. et 14 Br. blindées dans les Balkans,
23 Div. et 7 Br. blindées et 4 Div. cav. dans le Transcaucase,
soit au total = 94 G.U.

Du côté allié:

60 Div. environ, dont 40 Div. turques.

Aujourd'hui:

Les troupes d'occupation ont été sensiblement réduites dans les Balkans où l'on évalue à 400.000 h environ, soit environ 25 G.U., les troupes soviétiques, alors que certains informateurs estiment que la concentration principale se trouve au Nord de la Mer Noire et plus spécialement face au Caucase. Ce groupement comprendrait 150 G.U. aux ordres de Jukov, mais aucun recoupement ne nous permet d'affirmer qu'il en est ainsi. Si ce renseignement était exact, il est hors de doute, qu'une bonne partie des réserves russes auraient été attribuées au front du Moyen Orient.

Du côté allié aucune modification essentielle n'est à noter.

Sur le front d'Extrême Orient les 400.000 Russes sont opposés à des troupes alliées qui furent réduites au cours de cette dernière année, mais l'équilibre des forces est dépendant des effectifs de l'armée chinoise dont 1 million d'hommes seraient à la disposition des Soviets alors qu'un réservoir humain de 3 millions d'hommes pourrait, s'ils étaient organisés, équipés et armés, constituer les forces nationalistes qui se rangeraient aux côtés des alliés.

Sur le front Extrême Nord, d'importance secondaire pour l'instant, l'équilibre paraît être réalisé.

En conclusion, il reste évident que sur les fronts d'Europe, du Moyen et de l'Extrême Orient la supériorité russe, pour une première phase d'opérations, reste incontestable.

- 4 -

Même en admettant que pour le dispositif russe, les renseignements dont nous disposons ne nous permettent guère que de situer des volumes de troupes concentrées ou disponibles, il ne fait aucun doute que des opérations déclenchées en direction de l'Atlantique, des Détroits ou même de Suez, seraient couronnées de succès. Ce qu'il adviendrait dans la suite, dès que la totalité des forces des deux blocs auraient été mobilisées, quand, à la manœuvre par les lignes intérieures, les Américains riposteraient par l'enveloppement par les mers, par la verticale et par les bombes atomiques, nous intéresse tout au plus pour donner libre cours à notre imagination.

C'est la réalité du moment qui est déterminante quant à l'évolution de la situation politico-militaire et, tout en évitant jusqu'ici de déclencher la guerre, les Russes ont su mettre à profit leur supériorité militaire.

III.

Il n'est peut-être pas inutile d'insister sur les raisons qui ont motivé le renoncement au dispositif soviétique et de chercher à prouver combien les fluctuations observées sont étroitement liées aux négociations en cours, aux objectifs politiques à atteindre.

Le retrait de troupes annoncé en septembre et octobre 1946 par les Russes ne poursuivait pas uniquement des buts militaires. Cet allègement des effectifs d'occupation en Europe fut largement diffusé à la veille de la Conférence de New York, où les délégués soviétiques avaient reçu mission de soulever le problème des forces maintenues sous les armes.

Dès le 12 mars 1947, après la déclaration du Président Truman, les Russes préparèrent, militairement, la réponse à l'offensive américaine. On note, en avril, un renforcement des effectifs stationnés en Roumanie. La zone choisie pour cette nouvelle concentration nous étonna au point que ces renseignements nous semblèrent suspects. Le coup d'état hongrois devait tout éclaircir. La contre-attaque soviétique fut conduite avec audace et fermeté. Ceux qui s'étaient imaginés que la nouvelle attitude observée par les Américains ferait réfléchir les Russes, les rendrait prudents et circonspects, furent ramené bien brusquement sur le terrain des réalités. Encore ignoraient-ils, pour la plupart, que deux jours avant ces événements inattendus, cinq divisions blindées encerclèrent Budapest. Le déplace-

ment de ces Grandes Unités mobiles et puissantes, sitôt l'opération hongroise réussie, à la frontière tchèque - sur l'axe Vienne-Prague - ne fut guère plus connu. La convocation, à Moscou, des dirigeants tchécoslovaques, fut pourtant complétée par cette mise en place; on comprend mieux, dès lors, l'empressement avec lequel la décision prise par le gouvernement de Prague de participer à la conférence de Paris fut rapportée.

Les procédés adoptés lors de ces récents événements nous rappellent, de façon frappante, certains souvenirs de 1938 - 1939.

Il est intéressant de noter que ces rudes coups portés sur l'échiquier européen n'impressionnent même plus autant qu'on pourrait s'y attendre. Les carapaces se sont durcies au cours de ces 10 dernières années, à tel point qu'elles en paraissent insensibilisées.

Au point de vue militaire, la mainmise sur la Hongrie est cependant d'importance. Ce pays est le carrefour routier européen. Les Allemands et les Russes, au cours de la dernière guerre, l'avait choisi comme plaque tournante sur laquelle ils concentrèrent leurs Grandes Unités mécano-motorisées. La Hongrie est un centre stratégique d'où l'on peut rayonner en toutes directions et dans les meilleures conditions.

Tels sont, sur le plan politico-militaire, les événements principaux qui ont marqué les 12 mois écoulés depuis septembre 1946.

La guerre larvée qui se livre aux frontières grecques est trop connue pour qu'il soit nécessaire de s'y arrêter et d'en souligner toute la portée politique.

Vaut-il la peine de citer les conflits si lointains d'Indochine, d'Indonésie où se joue le sort des empires coloniaux; faut-il rappeler les combats incessants en Corée, en Chine? Cela semble inutile, le tableau d'ensemble s'en trouverait assombri.

Des exposés entendus ce matin il résulte qu'à Moscou, Londres et Washington on est persuadé qu'une guerre prochaine est absolument exclue. Je n'en voudrais de ne pas remercier Messieurs les chefs de poste en ces capitales pour le sentiment de grand soulagement, d'apaisement, qu'ils viennent de nous apporter. Je n'oublierai pas, dans mes prochains travaux, leurs déclarations de ce jour,

mais ^{je} me permets de les prier, respectueusement, de nous prévenir dès qu'ils pourraient avoir l'impression que le cours des événements prend une tournure différente, afin que nous nous remettions, à l'Etat-major, au garde à vous.

Monsieur le Ministre Flückiger a laissé entendre que, en Russie, la démobilisation a peut-être été beaucoup plus poussée qu'on ne l'admet en général. Cette affirmation ne m'a pas surpris. Depuis deux mois, quelques indices m'ont amené à penser qu'il pourrait y avoir, en ce qui concerne le dispositif soviétique, un "bluff" énorme, soigneusement orchestré par les Russes eux-mêmes.

Je suis certain que la désorganisation, l'état de faiblesse, la misère, les difficultés intérieures ont non seulement été constatés par des observateurs objectifs, mais que ces facteurs négatifs, tranquillissants, sont largement propagés par les Russes.

Nos renseignements concernant le dispositif soviétique sur le glacis européen sont assez sûrs; les recoupements sont possibles. Toute autre est la situation du point de vue de l'intérieur de la Russie, où nos efforts d'information se heurtent à l'immensité du territoire et à la perfection du système policier de surveillance. C'est dire que les Soviets sont parfaitement en mesure de faire accrédi-ter les nouvelles les plus fantaisistes, qu'aucun service de renseignements au monde n'est capable, aujourd'hui, de contrôler.

Il semble presque inutile d'insister sur le profit que peut retirer la politique russe de la manœuvre du renseignement, en faisant jouer, suivant les besoins, les facteurs négatifs ou la supériorité militaire écrasante.

Il n'en reste pas moins vrai que le potentiel militaire soviétique possible continue à constituer une menace dont nous aurions tort de ne pas tenir le plus grand compte.

IV.

Et maintenant que va-t-il se passer? Mon chef de poste, à Ankara, m'a bien souvent mis en garde contre la dangereuse manie des militaires de vouloir à tout prix "pronostiquer". Ce conseil est aujourd'hui d'autant plus judicieux que les facteurs d'appréciation sont vastes, incertains, fragiles et souvent impénétrables.

Vous ne pardonnerez toutefois si, sans engager l'avenir, je souligne le fait qu'en ce mois de septembre 1947 la situation militaire reste aussi sérieuse

qu'il y a un an; que la situation politico-militaire s'est aggravée parce que, sur le plan politique, chacun s'accorde à dire qu'il est bien peu probable que les nombreuses questions qui restent à régler puissent l'être par voie de négociations.

L'histoire nous montre que c'est précisément au moment où, d'une part, les pourparlers deviennent inutiles parce que la confiance n'existe plus, et que d'autre part, des forces militaires sont sur pied, que les guerres sont bien près d'éclater.

Cela ne nous permet pas, toutefois, d'affirmer que le troisième conflit mondial soit imminent et inévitable.

Il peut se passer beaucoup d'événements graves encore sans que, nécessairement, la plus horrible des catastrophes soit déclenchée.

En tant qu'Européens, - je ne m'arrêterai même pas à notre situation considérée du point de vue suisse -, nous sommes portés à penser que toute menace plus précise en direction de ce qui fut notre continent mettra inévitablement le feu aux poudres et que l'Orient et l'Occident se jetteront dans la mêlée. Ce sentiment est compréhensible, mais il ne nous paraît plus déterminant.

Permettez-moi de vous prier de porter vos regards sur cette carte de l'Hémisphère Nord. Personnellement, - excusez cette confiance -, je l'examine souvent, parce qu'elle m'incite à ramener le problème qui nous occupe à ses justes proportions.

L'importance des deux blocs opposés, leur position géographique, les axes de leurs intérêts primordiaux en ressortent clairement. Les mesures de défense prises par les deux antagonistes principaux, - à moins qu'il ne s'agisse déjà des bases de départ offensives - laissent à la presqu'île asiatique improprement appelée continent européen, une place peu enviable si on la considère du point de vue stratégique.

Quand on se prend à méditer sur l'état de faiblesse extrême des pays qui constituent encore, ou appartinrent à l'Europe, on se rend bien compte que le rôle joué par cette partie du monde, que l'influence profonde qu'exerça sa civilisation, sont sérieusement compromis par les puissants courants-contraires qui opposent l'Asie à l'Amérique.

Physiquement, il semble que nous soyons destinés à être absorbés par l'un ou l'autre des nouveaux maîtres du monde. Peut-être est-il possible que notre culture, notre attachement commun à des valeurs spirituelles que nous estimons supérieures à tout ce qui pourrait nous être proposé ou imposé par un occupant de demain permettent encore, in extremis, de nous regrouper, de nous unir, pour redevenir un tout capable de se défendre et de survivre. Il suffirait pour cela qu'un délai imprévu, mis à profit avec intelligence, nous donne le temps d'opérer le redressement nécessaire. Pour cette seule raison déjà, il ne faut pas désespérer.

Et même si nous étions convaincus que ce sauvetage de la vieille Europe ne peut plus s'effectuer, il ne faudrait pas renoncer à la lutte pour autant. La vie des peuples est longue. Les générations à venir seront peut-être mieux placées que nous pour réparer les malheurs que nous aurons connus.

Nous serions impardonnables de ne pas nous engager à l'ouï pour donner à nos descendants la résistance morale qui leur permettra de reconquérir ce que nous aurions été contraints d'abandonner.

C'est dans ce cadre général qu'il convient de placer la situation militaire de la Suisse.

L'affaiblissement des grands pays européens est tel, que notre armée est, en ce moment, la plus forte du continent.

Cela contribue, vous vous en doutez, à simplifier les problèmes que pose la défense de notre territoire.

La Commission de Défense nationale, l'E.M.G., les E.M. de nos Grandes Unités se sont livrés, au cours de cette année, à de nombreuses études pour lesquelles les situations les plus diverses ont été envisagées.

Dans les cas les plus optimistes, il était prévu que nos forces prolongeraient sur un flanc, et sur notre territoire, les armées opposées à l'ennemi qui aurait violé notre neutralité.

Dans les thèses serrant de plus près la réalité, nous nous trouvons seuls, face à un adversaire envahissant l'Europe, sans qu'il rencontre d'autre résistance que la nôtre.

C'est vous dire que les chefs de notre armée ont tenu un large compte de notre neutralité et que, - quelle que soit la situation -, notre volonté de combattre pour la faire respecter reste inflexible. A ce point de vue, l'unité de doctrine est parfaite. Je crois nécessaire de le souligner car, à l'étranger, cette attitude est parfois mise en doute. Il nous faut réagir, et proclamer bien haut que nous restons fermement décidés à faire payer cher la conquête de notre pays.

Certes, les avis peuvent différer quant aux principes stratégiques et tactiques qu'il convient d'appliquer pour livrer la bataille de Suisse. Il serait fâcheux qu'il en fut autrement après une guerre qui a bouleversé tant de conceptions. Les discussions, souvent passionnées, engagées à ce sujet, doivent uniquement prouver que nos chefs réfléchissent, et qu'ils ont des idées, la solution adoptée sera, si la guerre nous est imposée, celle du commandant en chef désigné. Et vous pouvez être persuadés qu'à ce moment, il sera obéi aveuglément car la plus belle des disciplines, celle de l'esprit, est toujours en honneur dans l'armée suisse.

La modernisation de nos moyens de combat, le perfectionnement de nos méthodes d'instruction sont également à l'ordre du jour. Pas à pas, précautionneusement, nous améliorons notre instrument de guerre, sans oublier que les charges financières de l'Etat sont lourdes. Toute précipitation, dans ce domaine, serait néfaste. Plus, elle est inutile car, dans sa forme actuelle, notre armée peut se battre contre n'importe quel adversaire. La grande majorité de nos soldats en est convaincue et le moral de l'armée reste élevé parce que notre troupe sait qu'il en est ainsi.

Espérons que le peuple et les Chambres feront preuve de la même sagesse lors des prochaines discussions concernant le budget.

Il serait absurde de priver l'armée des moyens qui lui permettent de se maintenir dans sa forme actuelle; cela d'autant plus que l'étranger a les yeux sur nous et que toute faiblesse dans ce domaine donnerait l'impression d'un renoncement, d'une capitulation. Il n'appartient pas, au plus heureux des pays de l'Europe, de porter un tel coup à ce qui subsiste encore de notre continent.

Vous ne m'en voudrez pas si je consacre quelques instants à vous parler de notre pays, dans un sens plus général.

La Suisse, au milieu de cette Europe menacée, affaiblie, ruinée, fait figure de musée que les étrangers viennent visiter pour se rendre compte de ce qu'aurait pu être l'Europe si elle avait connu, comme nous, 150 ans de paix. Parmi nos hôtes, il en est qui admirent sans arrière-pensées, d'autres qui s'attristent parce qu'assailis par les regrets et, plus nombreux que nous ne le croyons sont ceux qui nous en veulent, qui trouvent injurieuse, orientale, cette prospérité florissante qui s'étale au milieu du désordre et de la misère. Notre situation privilégiée et enviée nous impose des devoirs. Non pas seulement celui de secourir, ce qui est louable, mais encore de prouver, par notre attitude morale que nous avons mérité notre bonheur. Je veux dire, pour être plus précis, que sans nous risquer à intervenir en tant que pays dans les grands débats internationaux, la voix de notre peuple doit se faire entendre pour stigmatiser ce qui est contraire à nos principes, à notre raison d'être. Il serait dangereux, lâche et peut-être fatal, de donner l'impression que nous sommes une nation tellement attachée à son bien-être matériel qu'elle en aurait perdu le courage de condamner haut et ferme ce qui est injuste, inhumain ou immoral.

Le peuple suisse se rend compte, confusément peut-être, du drame qui se joue actuellement.

La meilleure preuve nous en est fournie par les soldats appelés en service cette année. Partout ils se sont présentés dans l'ordre le plus parfait. Le sérieux apporté au travail, la discipline excellente, dépassent le cadre des faits que l'on se plaît à relever. Ils sont un témoignage émouvant, encourageant. Plus, ils sont un espoir, une lueur réconfortante dans le ciel assombri de nos préoccupations. Ils sont encore un levier puissant qui doit nous inciter à l'action pour que demain, plus tard peut-être, les temps redeviennent meilleurs.
